



MON OEIL!...

Édition du 10 septembre 2018

Abonnez-vous, c'est gratuit: [cliquez ici!](#)

La chronique du coordonnateur de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>

<http://remedeauxcoupures.cssante.com/>

ET ON ATTEND ENCORE...

Deux semaines complètes se sont écoulées depuis l'annonce du déclenchement de la campagne électorale le 23 août dernier, et nous avons déjà eu droit à plein de petits et grands engagements pour petits et grands.

À la Coalition solidarité santé, nous surveillons les promesses de chaque parti parce que nous attendons encore la réponse de plusieurs d'entre eux à la question que nous leur avons posée il y a trois mois:

« COMPTEZ-VOUS INSTAURER UN RÉGIME ENTIÈREMENT PUBLIC D'ASSURANCE MÉDICAMENTS DANS LA PROVINCE, SI VOTRE PARTI EST ÉLU EN OCTOBRE 2018 ? »

Question simple, claire, précise. Les réponses ?

Le Parti libéral nous a répondu par un [accusé de réception](#) :

« Nous accusons réception de votre courriel et prenons bonne note de votre demande. Sachez que le Parti libéral du Québec compte dévoiler ses engagements en temps et lieu, nous ne pourrions donc apporter de précision sur nos orientations d'ici là. Je m'engage toutefois à vous communiquer directement toute proposition qui pourrait vous concerner le moment venu. Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs, Arnaud Champalbert, Directeur du contenu.»

Depuis, plus rien.

Peut-être que le *temps* et le *lieu* ne sont pas encore venus. Mais de la part du parti qui se veut le champion de l'économie et des finances publiques, comment un tel engagement permettant d'économiser jusqu'à trois milliards de dollars par année ne suscite-t-il pas plus d'attention ? Peut-être que le premier ministre considère qu'il s'est suffisamment ménagé de marge de manœuvre en sabrant dans les services publics, et qu'il n'a pas l'intention d'améliorer les soins et services que son gouvernement a amochés pendant son premier mandat avec ses mesures d'austérité.

Sur [leur site](#), on ne trouve rien non plus des intentions que pourrait avoir le PLQ concernant la question des médicaments.

La réponse de [Québec solidaire](#) a été plus complète et pertinente :

« Notre réponse est sans équivoque : OUI! Voici la position formulée dans notre plateforme électorale en vue de l'élection 2018 :

Québec solidaire mettra en place une nouvelle politique pharmaceutique publique comprenant deux piliers :

a) un Régime d'assurance médicaments public et universel (RAMPU);

b) Pharma Québec, pôle public d'achat groupé, de production de médicaments génériques ainsi que de recherche et d'innovation pharmaceutique. »

Voilà qui a l'avantage d'être clair !

Des accusés de réception standards, par courriel, de la [Coalition Avenir Québec](#) et du [Parti Québécois](#) ont été reçus dans les minutes qui ont suivi l'envoi de notre question.

Puis, plus rien.

Nous sommes allés consulter leurs programmes pour voir ce qu'on pourrait y trouver.

Pour le PQ, programme en 7 points "[Un plan solide. Zéro slogan](#)", au point 5. « Faire du Québec une sociale-démocratie d'avant-garde », on trouve en 5.3 « Agir pour la santé et les services sociaux : le système public comme pilier de l'équité sociale » le sous-point 5.3.5 « Établir la transparence et l'efficacité dans la chaîne du médicament » qui comprend les deux articles suivants :

- « e) Évaluer la pertinence de créer une société d'État nommée « PharmaQuébec », qui serait chargée de l'approvisionnement sûr et au meilleur coût en médicaments de qualité en utilisant l'achat groupé, les appels d'offres et d'autres techniques; et*
- f) Évaluer la pertinence d'implanter un régime public universel et mesurer les coûts et les bénéfices liés à la cohabitation des assurances publiques et privées. »*

Bref, on est dans l'évaluation. J'aurais cru que depuis le temps...

Pour la CAQ, dans ses « [Orientations de la CAQ en santé : pour un réseau plus accessible, efficace et décentralisé](#) », on trouve 4 orientations, 25 mesures. Sous l'orientation 4 « Prévenir et guérir », on trouve cinq mesures dont la première dit « *S'attaquer au surdiagnostic médical et à la surconsommation de médicaments* » et la cinquième « *Accélérer l'approbation des nouveaux médicaments et investir dans la recherche clinique effectuée au Québec.* »

Ces deux mesures peuvent sembler contradictoires, mais elles pourraient assurément mieux se réaliser si notre régime était totalement public : les données centralisées nous permettraient de mieux surveiller et gérer le surdiagnostic médical et la surconsommation, et de vérifier la valeur des nouveaux médicaments pour ne rembourser que ceux qui apportent vraiment une amélioration thérapeutique sur les autres.

Quant au contrôle de la recherche clinique au Québec, ça relève plutôt d'une politique économique qui pourrait être financée par les économies réalisées en rendant le régime complètement public, sans que ça ne nous coûte plus cher.

C'est pourtant François Legault, le comptable en chef de la CAQ, qui dit vouloir mettre fin au gaspillage, remettre de l'argent dans les poches des Québécoises et des Québécois, et soutenir les entreprises et le développement économique des régions.

Or, un régime 100 % public répondrait parfaitement à ses orientations :

- payer 38 % plus cher qu'ailleurs ses médicaments, c'est du gaspillage pour les finances publiques (près de trois milliards de dollars par année);
- réduire de 38 % la facture en médicaments prescrits aux Québécoises et Québécois peut représenter une jolie somme dans leurs poches, d'autant plus qu'un seul régime public réduirait sensiblement les primes d'assurances collectives que paient actuellement les personnes assurées au privé ;
- une stabilité, voire une réduction de la contribution des employeurs à un régime 100 % public diminuerait leurs coûts liés à la main d'œuvre, leur dégageant ainsi une marge de manœuvre pour réinvestir.

Il est difficile de comprendre qu'un tel régime ne soit pas repris par tous les partis en lice. Cela relève à la fois de la santé publique des citoyennes et des citoyens, de la santé des finances publiques et de l'économie en général, et cette mesure structurante ne coûterait pas plus cher ni à l'État, ni à la population, ni aux entreprises, tout en générant des économies pour les trois catégories.

Qu'attendent donc le PQ, la CAQ et le PLQ ? Le débat des chefs ?...

Jacques Benoit.